

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 119 DU 18 SEPTEMBRE 2012
À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961

NOR : ASET1251273M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 28 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 est modifié comme ci-après.

Le paragraphe 1, relatif aux droits des conjoints divorcés, est modifié comme suit.

Le texte constitué par les alinéas 3 à 8 est désormais libellé comme suit :

« Le montant de l'allocation est déterminé selon les mêmes modalités que celles retenues au profit des conjoints survivants, puis affecté du rapport entre la durée du mariage dissous par le divorce et la durée d'assurance du participant décédé, au sens des articles R. 351-3 et R. 351-4 du code de la sécurité sociale, limitée à :

- 165 trimestres pour les allocations de réversion prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- 166 trimestres pour les allocations de réversion prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, sans que ce rapport puisse excéder 1. »

Fait à Paris, le 18 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)